



**Antoine Robitaille**  
sur Philippe Couillard  
et la Constitution *Page B 4*

**Manon Cornellier** sur la  
réforme de la Loi électorale  
à Ottawa *Page B 2*

Les partis ont mis en avant les enjeux économiques dans un **climat morose** *Page B 3*

# PERSPECTIVES

CAHIER B > LE DEVOIR, LES SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 MARS 2014



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Multimillionnaire, frondeur, vedette des médias, Pierre Karl Péladeau a une qualité essentielle aux yeux des indépendantistes: il cherche la bataille.

## Le séisme PKP

### L'arrivée d'un « capitaine Québec » dans les rangs souverainistes redéfinit les règles du jeu électoral

MARCO FORTIER

Les Québécois ont le teint gris et pestent contre l'hiver qui s'éternise, mais Pauline Marois et son équipe affichent une mine resplendissante: en faisant monter Pierre Karl Péladeau à bord de la caravane péquiste, la première ministre a réussi ce qui s'annonce comme le plus gros coup des deux dernières décennies en politique canadienne.

L'entrée en scène de l'homme d'affaires de 52 ans a provoqué un séisme dans la campagne électorale. Du jour au lendemain, c'est tout le paysage politique du Québec et du Canada qui a été chamboulé. Comme dirait un personnage de la série télévisée *Les jeunes loups*, de Réjean Tremblay: «*La game vient de changer.*»

Le sondage d'aujourd'hui dans *Le Devoir* refroidira l'enthousiasme des péquistes. Les souverainistes sont gonflés à bloc, mais le reste de la population est loin d'embarquer dans le train du «pays».

La *game* vient quand même de changer parce que le mouvement souverainiste a enfin trouvé son «capitaine Québec» du monde des affaires, qu'il cherchait depuis quatre décennies. Multimillionnaire, frondeur, vedette des médias (surtout ceux de Québecor, dont il est actionnaire de contrôle), Pierre Karl Péladeau a une qualité essentielle aux yeux des indépendantistes: il cherche la bataille. Pour les péquistes, ça adonne bien. Le combat de sa vie, c'est le combat pour le pays.

«*Mon adhésion au Parti québécois est une adhésion à mes valeurs les plus profondes et les plus intimes, c'est-à-dire faire du Québec un pays,*», a lancé Pierre Karl Péladeau en confirmant sa candidature à Saint-Jérôme, dimanche dernier.

Les Québécois l'ont pris au mot. Pour la première fois depuis 19 ans, la possibilité de tenir un troisième référendum sur l'indépendance du Québec paraît plus qu'un lointain mirage. Les militants du Parti québécois (PQ) n'ont jamais été aussi motivés depuis le référendum de 1995 — arraché par le Non avec 54 288 voix de majorité.

Ce regain de vie du PQ a créé une onde de choc. Les libéraux de Philippe Couillard se ressaisissent, fouettés par le retour de la «menace» séparatiste. Le pauvre François Legault se cherche une place entre les deux meilleurs ennemis — fédéralistes et souverainistes —, qui se nourrissent mutuellement depuis quatre décennies. Et les Ca-

«*J'allais prendre ma retraite après le scrutin, mais j'ai changé d'idée: je reste pour faire un pays avec Péladeau!*»

Un stratège du gouvernement Marois

nadiens se grattent la tête depuis qu'ils ont vu la photo de PKP, le poing brandi, prêt à «détruire le pays», en une de tous les journaux.

Un pacte avec le diable

«*Ça fait longtemps qu'on n'a pas eu un coup de tonnerre comme ça au Québec,*», a résumé Lisette Lapointe, ex-députée du Parti québécois, qui a signé une lettre d'appui à la candidature de Pierre Karl Péladeau. La militante indépendantiste de longue date — et son mari Jacques Parizeau — fait partie d'une douzaine de ténors progressistes du PQ qui ont donné leur bénédiction à PKP cette semaine.

Plusieurs d'entre eux, dont les syndicalistes Gérard Larose et Marc Laviolette, avaient déjà décrit l'ex-grand patron de l'empire Québecor comme le diable en personne. Ce champion de la droite a déclenché 14 lockouts au cours des dernières années, dont un conflit de plus de deux ans au *Journal de Montréal*. Qu'importe, Pierre Karl Péladeau se bat pour le «pays». La coalition «*arc-en-ciel*» de René Lévesque, qui unit les indépendantistes de toutes les idéologies, semble reprendre forme.

«*J'allais prendre ma retraite après le scrutin, mais j'ai changé d'idée: je reste pour faire un pays avec Péladeau!*», confie un stratège du gouvernement Marois. Ce militant souverainiste d'une soixantaine d'années est convaincu qu'il y aura un référendum durant un prochain mandat, si le PQ remporte la majorité des sièges au scrutin du 7 avril.

Comme bien des électeurs, ce membre du Parti québécois a l'impression d'assister au début de la campagne référendaire depuis l'arrivée de Pierre Karl Péladeau. «*Ça peut effectivement devenir une campagne pré-référendaire,*» estime Alain G. Gagnon, professeur au Dépar-

tement de science politique de l'UQAM.

Le débat politique tournait vers l'affrontement gauche-droite au Québec depuis une dizaine d'années. L'irruption de Pierre Karl Péladeau dans l'arène politique a remis à l'ordre du jour la vieille bataille entre fédéralistes et souverainistes, qui avait cours depuis la naissance du mouvement indépendantiste au début des années 60.

«*Il y a une polarisation de l'électorat [entre partisans et opposants à l'indépendance] qui est en train de se faire. Ça risque de se confirmer à une semaine du scrutin,*», dit Alain G. Gagnon.

La rengaine du référendum

Normalement, le Parti libéral a tout à gagner de ce retour à l'affrontement entre le Oui et le Non à l'indépendance. Le calcul est simple: l'appui à la souveraineté stagne autour de 40% depuis une éternité.

C'est pour ça que Philippe Couillard clame depuis un mois que Pauline Marois «*prépare un référendum*», même si la chef péquiste est loin d'en faire une bataille de tous les instants. La rengaine du référendum est devenue un classique des campagnes libérales sous Jean Charest. Ça peut même devenir comique. En novembre 1998, Lucien Bouchard parlait très peu d'indépendance, mais un matin, le chef libéral avait placardé son autobus d'immenses pancartes jaunes proclamant: «*Fini les référendums.*»

L'épouvantail libéral joue son rôle. Le référendum est la meilleure façon de déstabiliser un chef péquiste — n'importe lequel — coincé entre ses militants pressés et la majorité des Québécois qui semble se contenter du statu quo.

L'engouement déclenché par Pierre Karl Péladeau a pris de court les stratèges péquistes. Il n'a été question que du «pays» cette semaine. Talonnée par les médias, Pauline Marois a semblé improviser des pans entiers du projet national. On a ainsi appris qu'un Québec indépendant n'aurait pas de poste frontalier avec le Canada, continuerait d'utiliser le dollar canadien et que les citoyens du futur État québécois voyageraient avec leur passeport canadien.

«*C'est de la folie, tout ça! On est rendus à parler des frontières et de la monnaie d'un Québec indépendant après une semaine de campagne électorale. Il faut d'abord gagner l'élection et obtenir une majorité,*», fulmine une militante péquiste de longue date.

Pauline Marois a repris les commandes de la caravane — «*les deux mains sur le volant,*», aurait

GÉOPOLITIQUE

## Angoisses russes

JEAN-PIERRE LEGAULT

C'est l'ancien président de la Géorgie, Mikheil Saakashvili, qui le dit: «*Poutine déstabilise les pays voisins dans le but d'annihiler tout appétit d'expansion de l'OTAN et des États-Unis.*» Depuis la fin de la guerre froide, il y a eu la Géorgie, qui a vu deux de ses régions, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, retourner dans le giron de Moscou. Il y avait eu auparavant la Moldavie, qui a perdu la Transnistrie. Puis la Lituanie et l'Arménie ont aussi subi des pressions de Moscou à cause de leur rapprochement avec l'Europe. Il y a l'Azerbaïdjan, qui est toujours utilisé par Moscou pour freiner toute velléité d'indépendance des républiques de cette région. Et maintenant, il y a l'Ukraine.

Le désir de préserver sa zone d'influence et, partant, d'éviter le rapprochement de certains pays de l'Est avec l'Union européenne explique en partie le comportement de la Russie à l'endroit de ses pays voisins. Et l'Union européenne, qui frappe aux portes de la Russie, a maintes fois, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, mécontenté Moscou. Ainsi en est-il par exemple du lancement en 2009 du Partenariat oriental, cet accord d'association que l'Union européenne a conclu avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine et la Biélorussie. Et que dire de l'expansionnisme de l'OTAN vers l'est?

Aujourd'hui, donc, il y a l'Ukraine, elle aussi ex-république soviétique, grand pays aux fidélités incertaines, tiraillée entre l'Est et l'Ouest et qui fait de l'œil à la fois à l'Union européenne et à sa voisine, la Russie. Ce pays est aujourd'hui jugé sur le plan économique au bord de la faillite. Mais, contrairement aux «divergences» des dernières années entre la Russie et certains de ses voisins, les enjeux autour de l'Ukraine, plus précisément en Crimée, revêtent un caractère géostratégique d'une ampleur nouvelle, en plus de constituer un enjeu économique important. Ces enjeux sont énormes tant pour l'Est que pour l'Ouest dans un contexte mondial mouvant. Et l'Europe le sait. Très bien.

C'est l'équilibre géopolitique de l'après-guerre froide qui est maintenant en jeu avec la Crimée. À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie, puissance nucléaire faut-il le rappeler, a perdu autour de 90% de ses accès maritimes. Mis à part l'enclave de Kaliningrad en mer Baltique, Moscou n'a pas de ports dignes de ce nom pour abriter ses navires de guerre. Moscou a «une volonté existentielle de protéger ses frontières», explique Katia Piskunova, spécialiste de la Russie et chargée de cours à l'Université de Montréal.

C'est l'équilibre géopolitique de l'après-guerre

froide qui est maintenant en jeu avec la Crimée. À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie, puissance nucléaire faut-il le rappeler, a perdu autour de 90% de ses accès maritimes. Mis à part l'enclave de Kaliningrad en mer Baltique, Moscou n'a pas de ports dignes de ce nom pour abriter ses navires de guerre. Moscou a «une volonté existentielle de protéger ses frontières», explique Katia Piskunova, spécialiste de la Russie et chargée de cours à l'Université de Montréal.

Le rempart

Et l'Ukraine, incluant la Crimée, constitue le dernier rempart contre l'Ouest. Moscou y tient; au mieux en totalité, au pire en partie, c'est-à-dire la Crimée. «*Ce n'est pas une question de principe. La Russie ne tolérerait pas une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN,*» commente M<sup>me</sup> Piskunova. L'Ukraine est pour la Russie un pays de transit qui, de par sa position stratégique, requiert [aux yeux de Moscou] un certain contrôle. De là l'importance des ententes passées lors de la cession de la Crimée à l'Ukraine en 1954 et lors des accords de désarmement entre les géants américain et russe. L'entente de 1954 comportait des clauses garantissant une certaine autonomie à la Crimée, clauses qui, de l'avis de plusieurs, auraient été mises sous le tapis lors des négociations sur les armements.

Cet aspect de la question explique en bonne partie la prudence avec laquelle l'Europe et surtout les États-Unis abordent le problème criméen. Des menaces du bout des lèvres, des demandes de désescalade, des sanctions somme toute légères... Et sur le plan intérieur, le vaten-guerre Poutine profite de la situation en Ukraine. Il bat son record de popularité depuis sa réélection en mai 2012, selon les récents sondages: 69% des Russes approuvent sa politique, soit 9% de plus qu'il y a un an.

L'autre aspect du problème ukrainien est celui du gaz. C'est en passant par l'Ukraine, «pays de transit», que le combustible russe se rend en Europe de l'Ouest. Une ressource particulièrement importante pour l'Allemagne (35% de sa consommation de gaz provient de la Russie), rappelait récemment Nicolas Mazzucchi, géoéconomiste à l'institut de recherche français IRIS. Et, au cours des dernières années, Moscou ne s'est pas gêné pour rappeler de manière sans

VOIR PAGE B 2 : SÉISME

VOIR PAGE B 2 : ANGOISSES

## PERSPECTIVES

## Déficit démocratique



MANON CORNELLIER  
à Ottawa

Le gouvernement Harper n'a jamais été sensible à l'avis des experts, sauf ceux qui pensent comme lui. Il en a donné maintes fois la preuve, en matière de justice, d'environnement, de recherche, de recensement. Il y a donc peu de chances qu'il soit ébranlé par cette centaine d'universitaires, parmi lesquels les plus éminents spécialistes de notre système électoral et parlementaire, qui ont critiqué sa réforme de la Loi électorale cette semaine.

Les conservateurs s'entêtent. Les amendements auxquels ils se montrent ouverts ne régissent aucun des problèmes de fond soulevés par le Directeur général des élections du Canada (DGE), les partis d'opposition, les équipes éditoriales des grands journaux ou les experts dans le domaine.

Il est seul contre tous, mais cela ne l'ébranle pas. Il ne doutera que s'il sent qu'il y a des votes en jeu puisqu'il aborde tout sous un angle partisan. Le projet de loi C-23 sur «l'intégrité des élections» n'y échappe pas. Mais, fidèle à ses habitudes, il a vu au grain en laissant le moins de temps possible aux citoyens pour se mobiliser.

Ils ont ainsi attendu à la dernière minute pour présenter un projet de loi qu'ils avaient pourtant promis pour l'automne 2012. Ils ont même voté, le 12 avril 2012, pour une motion du Nouveau Parti démocratique exigeant du gouvernement le dépôt, «d'ici les six prochains mois», d'amendements à la Loi électorale du Canada pour que «les pouvoirs d'enquête d'Élections Canada soient renforcés en accordant au Directeur général des élections le pouvoir d'exiger de tous les partis politiques le dépôt des documents nécessaires pour assurer leur conformité avec la Loi électorale». Le projet de loi devait aussi prévoir des mesures pour encadrer les appels automatisés et ainsi prévenir une fraude semblable à celle qui s'est produite en 2011.

Six mois plus tard, le gouvernement n'avait rien à proposer. Douze mois après l'adoption de la motion non plus. En mai 2013, le DGE Marc Mayrand déclarait devant un comité parlementaire que le temps pressait, que les changements devaient être en vigueur dès le printemps 2014 pour être mis en œuvre à temps pour les élections de 2015.



On se serait attendu à ce que le gouvernement presse le pas et présente un projet de loi dès l'automne dernier. Mais non, il n'a été déposé que le 4 février dernier. Du coup, impossible de respecter l'échéancier du DGE sans précipiter l'étude de cette refonte en profondeur de la Loi électorale, car le calendrier parlementaire est impitoyable. Pour que le projet de loi soit en vigueur avant l'été, il doit traverser de multiples étapes aux Communes et au Sénat.

Mais voilà, le Parlement fait relâche à intervalle régulier, période durant laquelle les comités ne peuvent siéger. C'était le cas cette semaine, ce le sera encore la semaine prochaine et les deux semaines du congé pascal. Comme le comité doit terminer ses audiences le 1<sup>er</sup> mai pour permettre l'achèvement des autres étapes du processus parlementaire, il n'aura que quatre semaines pour entendre des témoins. C'est bien peu pour une réforme de cette ampleur, mais on reconnaît là la méthode favorite des conservateurs, celle qu'ils nous servent pour chacun de leurs projets de loi budgétaire omnibus.

Cette approche condamnable est tout simplement inacceptable dans le cas de la réforme de la Loi électorale, qui encadre l'exercice de nos droits démocratiques. Cette loi doit être le fruit d'une véritable consultation non partisane afin d'aboutir à un résultat qui fait consensus.



La confiance en l'intégrité et l'équité du système électoral passe par là. Le projet C-23 ne fait, au contraire, qu'aggraver les doutes. La liste de ses défauts est longue. En éliminant plutôt qu'en peaufinant certaines méthodes d'identification des électeurs, il risque de priver des citoyens de leur droit de vote. Il offre aux partis des échappatoires en matière de dépenses qui affaiblissent les contrôles des dépenses électorales, et ce, au profit des partis les plus riches. Au lieu d'atténuer le danger de partisanerie, il l'accroît en allongeant la liste des fonctionnaires électoraux proposés par les partis. Il interdit au DGE de faire la promotion de la participation électorale. Il refuse au commissaire aux élections la possibilité de demander à un juge de contraindre une personne à collaborer à une enquête. Il n'exige pas des partis qu'ils soumettent des pièces justificatives pour obtenir des millions en remboursement. Je pourrais continuer.

Si les conservateurs croient que ces enjeux indiffèrent les Canadiens, ils devraient y penser à deux fois. Ils devraient se rappeler l'indignation généralisée provoquée, au printemps 2012, par l'affaire des appels automatisés frauduleux survenus durant la campagne de 2011. C'est justement pour s'en dépêtrer qu'ils ont accepté à l'époque d'appuyer la motion du NPD.

On a compris au fil du temps qu'encore une fois, ils n'avaient cherché qu'à calmer le jeu et à gagner du temps. Mais pour aboutir à un projet qui, s'il corrige certains problèmes, en crée d'autres, et de très graves. Des changements, mûrement réfléchis et discutés sans précipitation, s'imposent pour que cette loi mérite son nom.

mcornellier@ledevoir.com

## La croissance pour panser les plaies

Abidjan mise sur l'économie pour réconcilier les Ivoiriens après 10 ans de guerre civile

CHRISTIAN RIOUX

à Abidjan

Abdou Karim se souviendra toujours de ce «samedi noir». En février 2011, les chars ont fait irruption dans le PK18, un quartier populaire d'Abobo, au nord d'Abidjan. Des obus ont explosé, tuant femmes et enfants. L'ami d'Abdou a pris une balle dans le pied. Les habitants, des Baoulés venus du centre du pays et partisans de l'actuel président Alassane Ouattara, n'ont pas reculé devant ceux de Laurent Gbagbo, aujourd'hui accusé devant la Cour pénale internationale. «On était de vrais guerriers», dit fièrement Abdou, qui n'hésiterait pas à reprendre la machette.

Lorsqu'on lui demande où en sont les rivalités entre pro-Gbagbo, généralement chrétiens et originaires du Sud, et pro-Ouattara, souvent musulmans et originaires du Nord, il affiche un sourire énigmatique. «Même quand on n'aime pas le lièvre, il faut reconnaître qu'il court!», dit-il. En d'autres mots, même les ennemis de Ouattara sont obligés d'avouer que la Côte d'Ivoire va mieux.

Soutenu par le FMI et l'intelligentsia internationale, le gouvernement d'Alassane Ouattara fait le pari que la croissance économique suffira à panser les plaies héritées de dix ans de guerre civile. L'ancien directeur du département Afrique du FMI s'est donné pour objectif de faire entrer la Côte d'Ivoire dans les pays émergents d'ici 2020. Pour l'instant, les résultats semblent encourageants puisque le premier producteur au monde de cacao enregistre une croissance de 9% et que la plupart des indicateurs économiques sont au vert. A Abidjan, les chantiers sont nombreux: l'université a été rénovée et un troisième pont enjambant la lagune Ebrié sera inauguré à la fin de l'année. Mais la croissance économique peut-elle suffire à réconcilier un peuple?

«Malgré les discours, la réconciliation est loin d'être faite», explique Christophe Kouamé, coordonnateur national de la Convention de la société civile ivoirienne. La CSCI regroupe 133 organismes, dont les principaux syndicats, les organisations religieuses et les groupes de défense des droits de l'homme du pays. Elle s'est opposée à ce que le président gouverne par ordonnance et réclame une réforme de la commission électorale. Résultat, le 27 février, un de ses séminaires réunissant 200 personnes a été dispersé par la police à Cocody, le quartier chic d'Abidjan. Tout cela au nom de la protection de l'ordre public, s'insurge Kouamé. «Avec la campagne électorale qui approche, plusieurs organisations craignent le retour de la baïonnette, dit-il. Certains ont déjà reçu des menaces.»

## Des gages de justice

Trois ans après l'entrée en fonction du président, les milices qui l'ont porté au pouvoir sont



ISSOUF SANOGO AGENCE FRANCE-PRESSE  
Le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara

loin d'avoir été désarmées. Les anciens commandants de régions, dont certains se sont outrageusement enrichis avec la guerre, sont toujours en poste. Soupçonnés d'avoir commis des massacres, les dozos, ces chasseurs traditionnels du Nord, sont encore utilisés pour maintenir l'ordre.

Sur les 150 personnes poursuivies pour des crimes commis durant la guerre civile, on ne trouve pratiquement aucun partisan de Ouattara, déplore Antonin Rabecq, de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Rare exception: le chef de guerre Amadé Ouérémi, arrêté en mai dans le parc national du Mont Péco, où il cultivait illégalement du cacao. On le soupçonne d'être à l'origine d'un massacre de 300 personnes à Duékoué, dans l'ouest du pays.

«On comprend que Ouattara ne veuille pas sacrifier des gens importants pour la sécurité du pays avant les élections», dit Antonin Rabecq. Mais s'il ne donne pas quelques gages de justice, l'exercice donnera l'impression de n'avoir servi qu'à justifier l'impunité. De l'avis général, la Commission dialogue, vérité et réconciliation, créée en 2011, a été un échec. Rien de surprenant puisqu'elle était présidée par un économiste qui n'avait pas la confiance des pro-Gbagbo. Il a fallu en reconduire le mandat.

Quant aux problèmes fonciers à l'origine de la guerre civile, ils perdurent, expliquent la plupart des observateurs. Des milliers de lopins de terre, squattés par les populations balouées et burkinabées du Nord à l'époque où les dirigeants disaient que «la terre appartenait à celui qui la travaillait», sont toujours réclamés par leurs anciens propriétaires bétés, l'ethnie de Gbagbo, revenus chez eux pour fuir la crise des

villes. «Il faudra des années pour démêler tout ça tant les conflits de propriété semblent inextricables», explique le professeur de littérature de l'Université d'Abidjan et diplômé en sciences politiques David Koffi N'Goran. Il y a parfois quatre titres de propriété pour un même terrain, sans qu'on sache lequel est le bon. La seule solution consiste à avoir des juges impartiaux qui examinent chaque cas l'un après l'autre, estime N'Goran.

## Dialogue politique?

«Malheureusement, Ouattara gouverne le pays comme le ferait l'élite financière internationale, déplore-t-il. On ne sent pas un projet qui inclurait tous les Ivoiriens.» Un exemple parmi d'autres: pour sillonner le pays, la Caravane de la réconciliation est allée chercher à coups de millions la star internationale de reggae Alpha Blondy, «au lieu de recruter des artistes représentatifs qui auraient su quoi dire aux Ivoiriens». Sans les pressions des groupes populaires, il n'y aurait probablement pas eu de débat au Parlement sur le nouveau code de la nationalité. Une réforme pourtant cruciale qui permettra à plusieurs centaines de milliers de personnes qui vivaient sur le territoire avant 1961, ou qui sont nées en Côte d'Ivoire entre 1961 et 1972, d'obtenir la nationalité par simple déclaration et de devenir ainsi propriétaires.

Le ministre de la Culture, Maurice Bandaman, veut croire que, sans être achevée, la réconciliation avance. «Nous ne sommes plus dans la situation d'il y a trois ans, dit-il. Les Ivoiriens ont commencé à se parler. Le dialogue politique se maintient.» Même si le Front populaire ivoirien (FPI) a boycotté les élections législatives de 2012, Bandaman se réjouit que les contacts soient maintenus avec l'ancien parti de Laurent Gbagbo, qui était arrivé premier au premier tour des présidentielles. Plusieurs de ses dirigeants ont été libérés de prison. Le correspondant à Abidjan d'Associated Press, le Québécois Marc-André Boisvert, croit d'ailleurs que son leader actuel, Pascal Affi N'Guessan, serait prêt à tourner la page de l'après-Gbagbo. «Sans le FPI, les élections de 2015 n'auront pas de sens», dit-il.

«Ouattara ne peut pourtant envisager ces élections sans poser un véritable geste de réconciliation», affirme Antonin Rabecq. Surtout que le troisième parti avec lequel il forme une coalition, le Parti démocrate (PDC), est aussi couronné par les anciens partisans de Gbagbo. «Pour réconcilier les Ivoiriens, il faudra être humble, conclut Christophe Kouamé. Malgré les signes encourageants, pour l'instant, c'est le gouvernement qui doit encore faire des efforts pour se réconcilier avec le peuple.»

Le Devoir



ALEXEI NIKOLSKY RIA-NOVOSTI AGENCE FRANCE-PRESSE  
Le président russe, Vladimir Poutine, en compagnie de son homologue chinois, Xi Jinping

## ANGOISSES

SUITE DE LA PAGE B 1

équivoque à Kiev qu'à la fois son approvisionnement en gaz et les droits de transit pouvaient constituer une arme redoutable.

Deux nouveaux gazoducs viendront bientôt changer la donne. D'abord, le North Stream, qui va du nord-ouest de la Russie à l'Allemagne en passant par la mer Baltique. Il est présentement à 60% en activité. Il y a aussi, et surtout, le gazoduc South Stream, qui lui passera par la mer Noire et évitera l'Ukraine, la privant de recettes dont elle a bien besoin. D'une capacité de 63 milliards de mètres cubes, il approvisionnera les pays de l'Europe du Sud et centrale. Il sera opérationnel à la fin de 2015. Ce gazoduc, explique M<sup>me</sup> Piskunova, réduira les coûts de transport du gaz de façon significative et augmentera davantage l'importance géostratégique de la Crimée.

## L'avenir se trouve à l'est

La Russie, qui est sortie en lambeaux de l'effritement de l'Union soviétique, a depuis relevé la tête, économiquement s'entend. Elle a connu des taux de croissance de près de 7% au cours de la dernière décennie, moins que la Chine, mais plus que le Brésil. La croissance a cependant chuté à un peu plus de 3% en 2009, mais a ralenti depuis. Les économistes expliquent cette baisse par les soubresauts des économies des pays membres de l'Union européenne, laquelle compte pour 44% des exportations de la Russie.

Tout comme pour la Chine, la «démocratie autoritaire» en place à Moscou doit assurer un bon développement économique pour éviter la contestation interne et conserver son pouvoir. La Russie se tourne donc vers les marchés asiatiques, au premier chef vers la Chine. Depuis le début de l'année, Pékin reçoit du pétrole russe, à la suite de la signature d'un contrat ferme signé

en juin. Et ce ne serait que le début! La demande de gaz ne cessera de croître en Chine au cours des prochaines années, avant tout pour la production d'électricité. Dans ce contexte, pour Pékin, «la Russie fait figure de partenaire incontournable», écrivait récemment M. Mazzucchi.

D'intenses négociations entre les deux pays se déroulent depuis 2009, et un partenariat commercial énergétique entre les deux pays est maintenant à portée de main. Un nouveau gazoduc à l'est des deux pays et passant par la Mandchourie serait opérationnel entre 2017 et 2019. Une entente de fourniture portant sur un approvisionnement sur 30 ans devrait bientôt être signée. Il y a aussi la Corée du Sud et le Japon qui seraient intéressés par les ressources de la Russie...

Le réchauffement sino-russe ne présage cependant pas une alliance entre les deux pays, mais plutôt de «bonnes relations dans un contexte où l'idéologie ne joue plus», estime M<sup>me</sup> Piskunova. Pékin, toujours aussi réservé mais efficace, n'a pas dénoncé la Russie pour son action en Ukraine. Plus, la Chine s'est pressée de s'adresser au Tribunal international d'arbitrage à Londres pour qu'il se prononce sur la non-livraison par l'Ukraine d'une quantité de blé d'une valeur de 3 milliards. Ce qui constitue une prise de position en soi.

Pour Moscou, la bonne entente actuelle avec Pékin lui facilite grandement la tâche d'assurer la sécurité de sa longue frontière entre les deux pays. Il faut cependant aussi assurer la sécurité sur sa frontière occidentale. Même si les deux pays ont des affinités, il reste peu, sinon pas, d'alliés de la Russie.

M<sup>me</sup> Piskunova rappelle à ce propos que «Moscou a deux alliés: son armée et sa flotte»!

Le Devoir

## SÉISME

SUITE DE LA PAGE B 1

dit Jean Charest — jeudi matin. En tournée avec Pierre Karl Péladeau dans la région de Québec, le chef péquiste a repoussé son candidat vedette pour l'empêcher de répondre aux questions des journalistes. La première ministre veut être vue avec PKP, mais ne tient pas à le laisser parler. Surtout s'il parle juste du «pays». Le PQ a tenu Pierre Karl Péladeau loin des médias une bonne partie de la semaine: même l'adresse du local électoral du candidat, chez un ancien prêteur sur gages de Saint-Jérôme, était gardée secrète!

Le parti a perdu le contrôle du message avec l'arrivée de son héros libérateur de peuple. Pauline Marois a rectifié le tir à la fin de la semaine. Le thème de l'économie a refait surface. Même Pierre Karl Péladeau l'a dit: il veut bâtir un pays prospère.

Attendez-vous aussi à entendre parler de la charte de la laïcité d'ici au 7 avril. Les sondages internes du PQ démontrent un appui sans équivoque à la charte dans toutes les régions du Québec, à l'exception de Montréal et Laval. Pauline Marois et le ministre Bernard Drainville se défendent d'utiliser la charte à des fins électoralistes, mais ils savent que la précieuse majorité à l'Assemblée nationale passe par la sauvegarde de «l'identité» québécoise.

«La game vient de changer», qu'on disait. L'arrivée de Pierre Karl Péladeau a redéfini les règles du jeu. Il doit s'attendre à se faire mettre à l'épreuve. Ceux qui le connaissent le disent colérique. Intraitable envers ceux qui lui tiennent tête. Ses adversaires feront tout pour le faire sortir de ses gonds.

Les péquistes risquent aussi de découvrir que Pierre Karl Péladeau peut se montrer intriguant et impitoyable avec les membres de sa propre équipe.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
Pauline Marois et Pierre Karl Péladeau

## PERSPECTIVES



Avec son slogan, le PLQ a voulu montrer qu'il mettait les enjeux économiques au cœur de sa campagne électorale.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## La politique au temps de la morosité économique

ÉRIC DESROSIERS

Il est probablement assez juste de penser que les questions d'économie et de finances publiques devraient compter parmi les enjeux importants des élections québécoises, mais pas pour les raisons évoquées jusqu'à présent.

Comme l'avait un jour résumé un organisateur de l'ex-président américain Bill Clinton par une formule désormais célèbre : « *It's the economy, stupid* », il est généralement admis que les grands rendez-vous électoraux se jouent — ou devraient se jouer — principalement sur les questions de nature économique. La campagne électorale québécoise semble appliquer ce principe, les partis politiques en lice ayant, d'entrée de jeu, mis en avant leurs « trios » et autres combos de candidats experts en la matière, dévoilé de grands plans pour relancer l'économie québécoise et assainir les finances publiques, et s'étant accusés, les uns et les autres, de vouloir mener le Québec à la ruine.

Depuis quelques mois déjà, un débat fait rage sur le bilan économique qu'il faut dresser des 18 mois de gouvernement Marois. Pour les partis d'opposition, les péquistes ont « cassé les reins » de la croissance. On en veut pour preuve la situation de l'emploi, qui se serait terriblement dégradée sous leur gouverne.

L'Institut de la statistique du Québec est venu contredire ce portrait des choses mercredi, du moins pour l'année 2013. L'année dernière n'a pas été marquée par un recul, mais par la création de 47 800 emplois, majoritairement à temps plein, a dit l'agence, qui base ses calculs sur les normes internationalement reconnues. C'était moins que les bonnes années, typiquement marquées par des gains de 50 000 à 60 000 emplois, mais quand même mieux que les 30 800 emplois créés en 2012. Le taux de chômage moyen a modestement baissé au même moment, de 7,8 % à 7,6 %, alors que le salaire horaire moyen a augmenté deux fois plus rapidement que l'inflation (+1,5 % contre +0,7 %).

### Morosité économique

Ces gains, somme toute modestes, sont le reflet d'une économie en décélération constante depuis la reprise de 2010, passant d'une croissance annuelle réelle de 2,3 % à un maigre 1,2 % en quatre ans. Ce ralentissement, disent les économistes, est largement la conséquence de facteurs indépendants de la volonté des gouvernements, qui se sont aussi fait ressentir dans le reste du Canada, tels que la morosité des exportations, la baisse de régime du secteur immobilier, le recul des investissements dans le secteur des ressources naturelles et l'assainissement des finances publiques.

Ce contexte économique difficile joue un rôle important dans un autre enjeu où le gouvernement Marois prête le flanc à la critique, soit sa gestion des finances publiques justement. Le ministre des Finances, Nicolas Marceau, a maintes fois répété que, s'il était encore aux prises, aujourd'hui, avec un déficit budgétaire, ce n'est pas par manque de rigueur dans le contrôle de la croissance de ses dépenses, comme certains le lui reprochent, mais à cause d'une croissance économique et d'une inflation plus faibles que prévu. Quoi qu'il en soit, le Vérificateur général du Québec a dit, le mois dernier, douter fortement que le gouvernement parvienne à contenir encore bien longtemps le rythme de croissance de ses dépenses, en raison notamment des coûts exponentiels de la santé.

### Choc démographique

Ce qui nous amène à l'un des principaux problèmes auxquels feront face l'économie et les finances publiques du Québec au cours des prochaines années : le vieillissement rapide de sa population. Une étude de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke rappelait, au début de l'année, que ce choc démographique se traduira, d'ici 25 ans, par une forte augmentation (+87 %) des personnes âgées de 65 ans et plus en même temps que par un recul de 4 % de la



Pauline Marois et Nicolas Marceau (à gauche) lors du lancement du programme de relance économique du gouvernement, le 7 octobre 2013.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

population considérée comme en âge de travailler (15 à 64 ans). Une telle situation, y notait-on, ne manquera pas de se faire sentir à la fois sur les perspectives de croissance économique et de revenus fiscaux, mais aussi sur les coûts des soins de santé dont aura besoin cette population vieillissante.

Une autre étude, de CIRANO celle-là, estimait, à la fin de l'année dernière, que les dépenses en santé finiront par écraser tous les autres secteurs d'intervention de l'État si rien ne change. Accaparant déjà environ 45 % de l'ensemble des revenus du gouvernement, cet unique poste budgétaire passerait ainsi à près de 70 % dans seulement une quinzaine d'années.

Un changement de cap majeur sera évidemment nécessaire bien avant cela. Le gouvernement devrait aller chercher l'argent là où il est, disait cette semaine Québec solidaire, c'est-à-dire dans les paradis fiscaux, dans « la poche d'une minorité de Québécois qui vivent extrêmement bien », dans les profits des banques, des grandes entreprises et des minières.

La plupart des experts rétorqueront que le Québec est déjà l'économie la plus taxée et la plus endettée en Amérique du Nord et qu'il ne lui reste plus vraiment de marge de manœuvre de ce côté. Certains d'entre eux estiment qu'on pourrait, à tout le moins, taxer de manière moins dommageable pour la croissance de l'économie, en réduisant le poids relatif des impôts sur le revenu et le capital et en augmentant celui des taxes à la consommation et les tarifs, mais en compensant leur effet régressif, comme on le fait déjà pour la TVQ. Les politiciens en campagne ont toutefois plutôt tendance à offrir le contraire, c'est-à-dire promettre, comme la CAQ, d'abolir la taxe santé et la taxe scolaire et d'annuler la hausse des tarifs de services de garde et d'Hydro-Québec.

Aucun parti politique ne semble trop vouloir s'avancer, non plus, sur la voie d'une profonde réorganisation du mode de fonctionnement des services publics, tel que leur mise en concurrence entre eux ou avec le privé. Ceux qui se disent préoccupés par les déficits préfèrent continuer de s'en remettre à des compressions plus ou moins musclées de l'embauche et des dépenses.

### Une politique de croissance

Le choc démographique n'a pas seulement un impact sur les finances publiques, il en a

aussi sur les perspectives de croissance. Depuis 30 ans, la moitié de la croissance économique du Québec vient de l'augmentation de la population et de son taux de participation au marché du travail et l'autre moitié de ses gains de productivité. La part occupée par ces derniers devra augmenter pour compenser le ralentissement ou le plafonnement des autres facteurs.

Or le Québec — comme le Canada — a un mal fou à trouver des moyens de produire plus de richesse pour le même nombre d'heures travaillées, rappelait, au début de l'année, une étude du Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal.

Les solutions à ce problème sont difficiles à trouver. Celles qui sont habituellement proposées tournent toujours autour de grands principes, comme la formation de la main-d'œuvre, la qualité des infrastructures, la promotion des valeurs entrepreneuriales ou encore la compétitivité et la capacité d'innovation des entreprises.

Il a longtemps été de bon ton de dire que la meilleure façon pour un gouvernement d'aider le développement de son économie est de mettre en place les meilleures conditions générales d'affaires possible et de s'enlever ensuite des jambes des entreprises, observait l'été dernier les experts Dan Ciuriak et John Curtis dans un article publié par l'Institut de recherche en politiques publiques. Les gouvernements et les experts occidentaux sont de plus en plus prêts à admettre aujourd'hui que cette approche ne suffit pas et que des politiques industrielles plus actives sont nécessaires.

La politique économique en quatre volets présentée cet automne par le gouvernement Marois en serait un exemple, comme le Projet Saint-Laurent de la CAQ. Le chef du Parti libéral, Philippe Couillard, a dénoncé, quant à lui, le trop grand interventionnisme économique du Parti québécois, tout en promettant une stratégie maritime de plus de 7 milliards en 15 ans.

Toutes ces questions complexes ne se prêtent pas toujours facilement au débat partisan. Et quoi qu'on en dise, les campagnes électorales québécoises ont souvent finalement porté sur d'autres enjeux que l'économie, comme la santé, la corruption ou le débat constitutionnel.

## S'il fallait...



MICHEL DAVID

Dès le déclenchement de la campagne de 2012, un sondage de Léger Marketing avait semé l'inquiétude dans l'esprit des stratèges du PQ. Et s'il fallait se contenter d'un gouvernement minoritaire ? « *C'est le pire des scénarios* », avait confié un apparatchik.

Certes, la présente campagne est encore jeune et le premier tiers a déjà réservé son lot de surprises, mais le sondage Léger Marketing dont *Le Devoir* dévoile aujourd'hui les résultats a aussi de quoi inquiéter. Le PQ semble plafonner, alors que le PLQ continue à progresser. L'avance de 22 points que le PQ détenait chez les francophones il y a dix jours a été réduite à 17. S'il fallait... Un deuxième mandat minoritaire serait nettement plus pénible que le premier.

En dramatisant à outrance son engagement envers la souveraineté, Pierre Karl Pélaudeau ne pensait certainement pas faire déraiper la campagne prudente que voulait mener Pauline Marois, qui n'en finit plus de s'empêtrer dans les détails d'un projet dont elle voulait parler le moins possible.

M. Pélaudeau cherchait vraisemblablement à se faire pardonner au nom de la cause sacrée de l'indépendance son passé de capitaliste sans âme. À voir l'accueil enthousiaste que lui ont réservé bon nombre de progressistes, il y est largement parvenu, même si le monde syndical n'oubliera pas ses méfaits aussi facilement.

À court terme, cet improbable mariage pourrait être viable. Pendant que tout le monde s'affairera à la préparation du référendum, les dossiers qui risqueraient d'opposer M. Pélaudeau aux membres plus progressistes du gouvernement et à la base militante du PQ pourront toujours être remis à plus tard.

Cela suppose toutefois qu'il y ait un référendum à la clé. Un gouvernement minoritaire devrait évidemment y renoncer. La simple présentation du livre blanc sur l'avenir du Québec n'aurait plus aucun sens. La gestion des « vraies affaires », comme l'atteinte du déficit zéro, le financement des soins de santé ou encore la révision du Code du travail, risque d'être nettement moins consensuelle. Sans parler du leadership de Pauline Marois, qui serait inévitablement remis en question.

◆◆◆

L'entrée en scène de PKP devait attirer les électeurs de la CAQ, pas les effrayer. Appeler à l'indépendance en levant le poing n'était certainement pas la meilleure méthode. S'ils devaient appuyer un autre parti, 43 % passeraient chez les libéraux et seulement 17 % au PQ, selon le sondage Léger Marketing-*Le Devoir*. La dernière chose à faire était de leur donner une raison de le faire.

Si la souveraineté a l'appui de 50 % des francophones, cette proportion n'est que de 20 % chez les électeurs caquistes. Pour 45 % des péquistes, une victoire le 7 avril donnerait au gouvernement le mandat de tenir un référendum, mais seulement 23 % des caquistes sont de cet avis. Bref, la CAQ est avant tout un parti de fédéralistes, qu'une élection transformée en référendum sur la tenue d'un référendum risque de précipiter dans le camp libéral.

On peut toujours louer le courage de François Legault, qui continue à prêcher l'austérité, même si c'est dans le désert, mais la dégringolade de la CAQ, qui ne recueille plus que la moitié des votes de 2012, consacre l'échec de sa tentative de convaincre les Québécois de mettre la question nationale en veilleuse.

◆◆◆

Brandir l'épouvantail référendaire n'est cependant pas sans risque. Philippe Couillard ne pouvait pas accuser continuellement M<sup>me</sup> Marois d'avoir un « agenda caché » sans faire connaître le sien. S'il devient premier ministre, il s'engage à entreprendre une vaste tournée au Canada anglais pour y plaider les mérites d'une reconnaissance de la « société distincte », mais il doit prier le ciel que personne ne lui oppose une fin de non-recevoir d'ici la fin de la campagne.

En 1998, Jean Chrétien avait brutalement rejeté les timides demandes de Jean Charest en déclarant que la Constitution canadienne n'était pas un « magasin général » où chacun peut acheter ce qu'il veut. Le chef du PLQ ne se fait sûrement aucune illusion sur l'appétit de discussions constitutionnelles dans le reste du pays, mais il doit sans doute compter sur la frousse provoquée par l'arrivée de M. Pélaudeau pour que personne ne dise trop brutalement avant le 8 avril que le magasin général est définitivement fermé.

Tous les Québécois ne partagent pas le confort que, de son propre aveu, le statu quo constitutionnel procure à M. Couillard, mais il a indéniablement l'avantage d'être familier, tandis que la souveraineté comporte bien des inconnues. Plusieurs de ceux qui s'inquiètent des lendemains d'un Oui sont néanmoins mal à l'aise à l'idée de voter Non et préféreraient ne pas avoir à trancher. C'est peut-être le plus grand danger qui guette le PQ.

Le Devoir

mdavid@ledevoir.com

# ÉDITORIAL

## PARTI QUÉBÉCOIS

### Le temps presse

L'adhésion de Pierre Karl Péladeau au Parti québécois, accompagnée d'une vigoureuse profession de foi souverainiste, a créé une profonde onde de choc politique et provoqué le retour de la polarisation entre fédéralistes et souverainistes et entre la gauche et la droite.

Rarement l'entrée d'une personnalité sur la scène politique aura eu un tel effet. Il aura suffi d'à peine quelques heures à Pierre Karl Péladeau pour détourner le cours du débat. On ne connaît pas encore la suite des choses, mais on est tenté de comparer son arrivée à celle des «trois colombes» au Parti libéral du Canada en 1965, comme on avait surnommé les candidatures des Pierre Elliott Trudeau, Jean Marchand et Gérard Pelletier. Sauf que Pierre Karl Péladeau n'est pas vu comme une colombe. Aux yeux de la gauche comme des fédéralistes du Québec et du reste du Canada, il serait plutôt un faucon qui par sa seule présence vient troubler la quiétude des uns et des autres.

Comme pour les trois colombes, l'adhésion de l'ancien président de Québecor au Parti québécois est porteuse de symboles. Les trois colombes étaient des militants progressistes qui, d'une part, se joignaient à un parti politique centriste et qui, d'autre part, adhéraient à une vision du Canada que les Québécois commençaient à rejeter par ailleurs. Pierre Karl Péladeau vient à l'opposé apporter un appui au mouvement souverainiste et à un parti progressiste honni pourtant par le grand capital dont il est issu.

Ce seul geste n'est toutefois pas de nature à changer le cours des choses de façon marquante, même si ces six derniers jours il y a eu un effet PKP. En réalité, la profession de foi souverainiste de l'homme d'affaires a pu susciter un fort degré d'enthousiasme chez les souverainistes et marquer le retour au bercail des «souverainistes déçus», mais elle n'a pas créé un nouvel appétit

des Québécois pour la tenue d'un référendum. Les résultats du sondage Léger-*Le Devoir* publiés ce samedi montrent un raffermissement du vote péquiste, mais aucune variation significative par ailleurs quant à l'appui à la souveraineté ou à la tenue d'un référendum. Par contre, elle a provoqué un retour manifeste de la polarisation entre souverainistes et fédéralistes qui a profité au Parti libéral.

Les stratèges péquistes ont sans doute surévalué les effets de la candidature de M. Péladeau, et mal préparé son arrivée. Le montre la perte de contrôle de l'ordre du jour passé aux mains des partis d'opposition et des médias avec la controverse autour des conflits d'intérêts potentiels dans lesquels il pourrait se retrouver une fois devenu ministre. La première ministre Pauline Marois l'a compris en tentant de ramener, sans trop de succès, l'attention sur «les vraies affaires» que sont le développement économique, la santé, l'éducation.

Le véritable effet PKP ne se mesurera qu'à moyen terme. Il lui faut d'abord revêtir les habits de l'homme politique qu'il est devenu. Son statut de vedette, à qui on a sans doute promis un superministère, ne peut que déranger, tout comme sa vision des enjeux socio-économiques qui n'est pas conforme à la culture majoritaire de son parti. Il lui faut s'imprégner de la culture de son nouveau parti, dont une partie des militants gardera envers lui une part de méfiance en raison de ses origines, ce qu'a vécu François Legault lorsqu'il était péquiste.

L'ambition de Pierre Karl Péladeau de faire du Québec un pays passe par une exigence très prosaïque qui consiste à se faire élire et à contribuer à faire réélire le Parti québécois. Si on lit bien les résultats du sondage Léger, le temps presse. La perception qu'ont les Québécois de Philippe Couillard ne s'est pas tant améliorée ces derniers jours, mais le Parti libéral a gagné quelques points. Son insistance sur «les vraies affaires» lui rapporte. Une victoire libérale, sans être acquise, n'est pas à écarter.

## COUILLARD ET LA CONSTITUTION

### Référendums devant?

Pour les intérêts supérieurs du Québec, il est remarquable qu'un chef fédéraliste laisse enfin tomber la théorie du fruit irradié (qui ne mûrit jamais) et annonce une certaine «offensive». Le mot est sans doute fort pour décrire la tournée pancanadienne que le chef libéral Philippe Couillard a promise jeudi. Il signifie au moins que l'«idée fédérale» au Québec recommence à s'intéresser à l'évolution de la fédération et ne se bornera plus à être un anti-souverainisme laudateur du statu quo et de la sacro-sainte «Charte».

Sitôt élu, donc, M. Couillard ira à la rencontre de tous les gouvernements de la fédération pour discuter économie, mais aussi pour les convaincre d'accepter l'insertion dans la Constitution de la notion de «société distincte». Le rêve est d'y arriver d'ici 2017, afin de faire coïncider le retour du Québec dans le giron constitutionnel avec le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération.

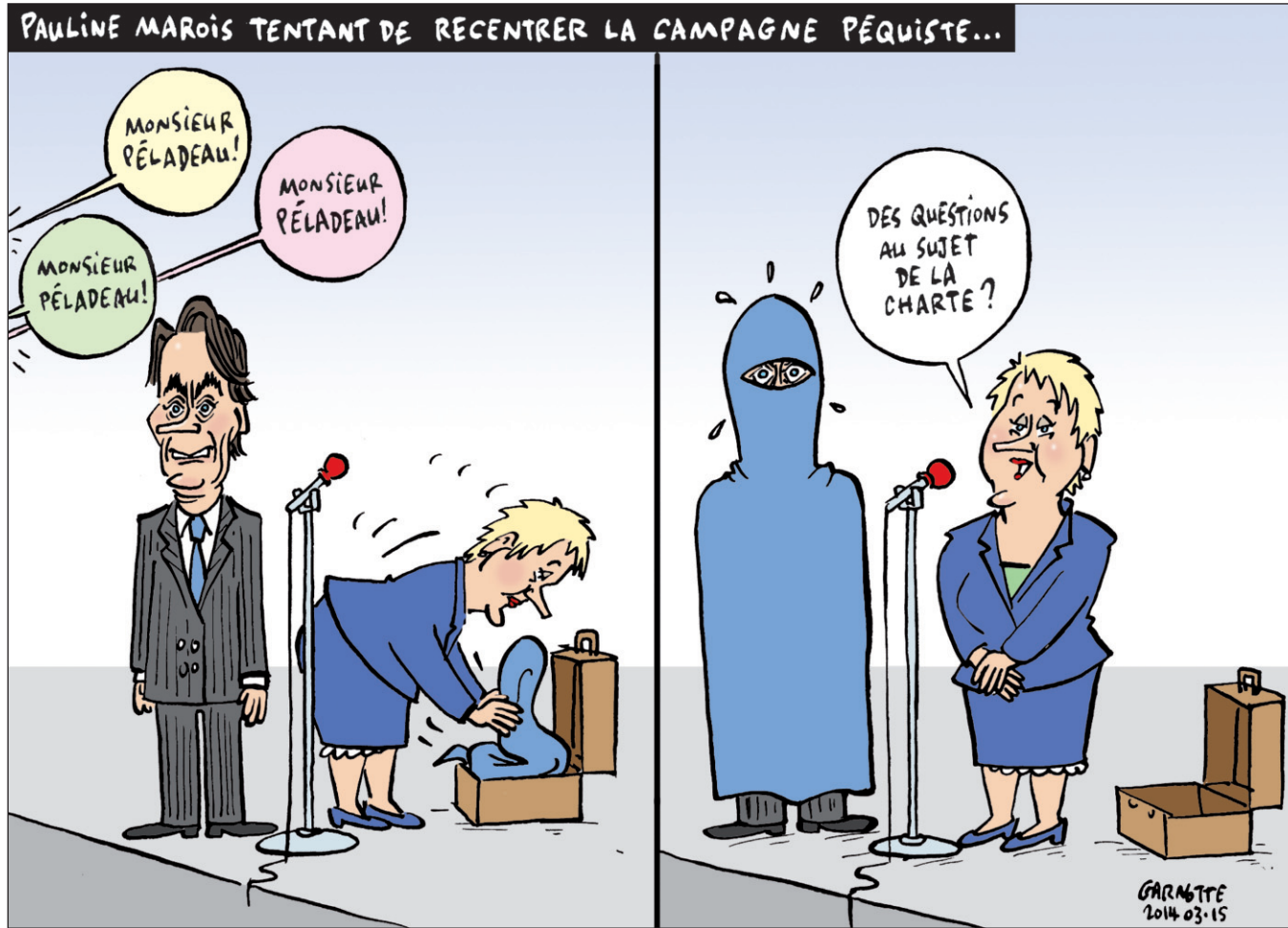
Cette question est une «vraie affaire», contrairement à ce que dira François Legault, mais aussi nombre de libéraux. Primo, il s'agit après tout de la loi fondamentale de la fédération, où une grande partie des Québécois veulent vivre. Un document juridique si blindé contre le changement, toutefois (Trudeau père l'imaginait durer «1000 ans»), qu'il faudrait une dose presque surhumaine de bonne volonté dans tout le «Dominion» pour y arriver. Mais c'est surtout, secundo, une «vraie affaire» parce que les problèmes de structure du fédéralisme canadien se multiplient: nomination des juges, monarchie, modification du Sénat, etc. (Peu ont compris par exemple que c'est le caractère inflexible de la Constitution qui a surtout empêché le Québec de se donner une véritable loi sur les élections à date fixe: la prérogative royale — de dissoudre l'Assemblée — était protégée par l'article 41.) Un pays dans lequel la question des fondations est taboue n'a-t-il pas un sérieux problème? Des discussions constitutionnelles s'imposent tôt ou tard et M. Couillard a bien fait de rappeler les cinq conditions de Meech.

Si le chef libéral réussissait à susciter une adhésion pancanadienne à la notion de «société distincte» (pourquoi pas à la «nation», selon le vocabulaire adopté par la Chambre des communes?), que se passerait-il ensuite? Des référendums! La Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan ont en effet adopté dans les deux dernières décennies des lois qui contraignent leur gouvernement à tenir un référendum avant que l'Assemblée législative se penche sur une résolution ratifiant une modification constitutionnelle. Un gouvernement Couillard, d'ailleurs, ne devrait-il pas faire la même chose ici? Le référendum de 1992 sur Charlottetown n'est-il pas un précédent? voire une convention incontournable?

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
Adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



## LETTRES

### L'affaire PKP: l'occasion d'un devoir de mémoire

Dans tout ce bruit autour de PKP, où des comparaisons sont faites avec Murdoch de Londres, Bloomberg de New York ou Dassault de Paris, pourquoi diable personne ne rappelle-t-il pas notre propre Trudeau et son coup de force contre Radio-Canada ici même à Montréal en octobre 1969?

Rappelons les faits. Dans une harangue passionnée devant 4000 partisans en liesse réunis au Queen Elizabeth, le premier ministre du Canada — et patron de la télévision nationale — apostropha nommément les dirigeants de celle-ci, Laurent Picard et George Davidson, les sommant de produire «des opinions objectives» au service «d'un Canada fort et uni», à défaut de quoi il n'hésiterait pas à «mettre la clé dans la boîte». Ponctué d'un «vous savez, faut pas penser qu'on le fera pas!»,

cette menace sur nos libertés fut accueillie par des applaudissements nourris. Audelors, aucune protestation organisée ne se fit entendre ni du public ni de nos parlements, ce qui conforta Trudeau quant au succès de son opération. C'est ce qu'on appela à l'époque le discours du «Finies les folies».

Plutôt que de se livrer à de vaines supputations sur ce que pourrait faire éventuellement sur le plan des libertés un PKP qui aurait lui aussi à son tour perdu le nord (ce dont je doute souverainement), pourquoi ne pas se rappeler — pour enfin le dénoncer — ce qui s'est réellement produit chez nous en 1969? Le brouhaha actuel n'aurait pas été inutile s'il aboutissait à rouvrir nos mémoires et à briser le silence sur ce coup de force dont les conséquences sur les libertés ont été bien réelles — et le sont sans doute encore aujourd'hui. Ne jamais oublier demeure le meilleur moyen

d'éviter que quiconque tente de nous refaire un mauvais coup.

Guy Bouthillier  
Montréal, le 13 mars 2013

### Le bon libraire

Roland Haïm Benchimol n'est plus, notre quartier ne sera plus jamais le même.

Nous allions tous, je crois, à la Librairie d'Outremont d'abord pour voir Roland et, par la même occasion, pour y acheter des livres. Combien de fois me suis-je arrêté à la librairie pour le bonheur d'entendre sa voix, de le voir sourire, beau temps mauvais temps, et naviguer courageusement dans l'ordinateur à la recherche d'un titre? À force de lire et de vivre parmi les livres, il en était venu à ressembler à ce que la littérature a de mieux à donner: une attention au monde aussi discrète que généreuse.

Yvon Rivard  
Montréal, le 14 mars 2014

## REVUE DE PRESSE

### PKP ébranle le ROC

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Une bombe? Assurément. À fragmentation, et aux retombées inconnues. L'entrée en politique du baron des médias Pierre Karl Péladeau a catapulté la question référendaire à la une des grands quotidiens du pays cette semaine. Forme de stupeur dans le ROC.

On le notait la semaine dernière dans cette même revue de presse: le Canada anglais s'intéresse beaucoup à l'élection québécoise et à la possibilité que le Parti québécois obtienne un mandat majoritaire. Mais l'inquiétude exprimée jusqu'ici s'est décalée avec l'entrée en scène de PKP.

Plusieurs se sont étonnés qu'un conservateur puisse être souverainiste (*Le Devoir* en parlait mercredi). D'autres, comme Andrew Coyne (*National Post*), ont eu tôt fait de révéler les contradictions qui entourent le passage de Péladeau au Parti québécois.

Un conservateur antisindical qui se joint à un parti réputé pour être proche des syndicats? Coyne s'étonne. Un homme qui veut léguer à ses enfants un pays, le Québec, mais qui a mis sur pied un réseau de télévision dont le Québec bashing est le pain et le beurre? Coyne s'étonne.

Mais Péladeau cultive depuis longtemps ses contradictions, écrit le chroniqueur. PKP est un adepte du libre marché qui n'a pas hésité à se servir dans le «buffet étatique» quand ça l'accommodait, dit-il, en faisant référence à l'engagement de la Caisse de dépôt et placement dans Vidéotron et au lobbying de SunNews (la «boîte de propagande du Parti conservateur») pour obtenir une licence plus payante du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

Coyne n'hésite pas à qualifier PKP de «ploutocrate arrogant», prêt à passer outre les recommandations du commissaire à l'éthique. Selon lui, il serait «grotesque» que Péladeau se contente d'une fiducie sans droit de regard pour la gestion de ses avoirs. Ce n'était pas suffisant pour la compagnie de bateaux de Paul Martin, ce ne l'est certainement pas pour un empire

médiatique, écrit-il. Andrew Coyne parle de «copinage capitaliste» comme on en voit en Russie et en Italie, d'une «concentration de pouvoir dangereuse».

#### Le plan Parizeau

Michael Den Tandt (Postmedia) a consacré plusieurs chroniques depuis deux semaines à l'élection québécoise. Selon la dernière, l'arrivée de PKP ajoute une pierre au plan de Pauline Marois qui a son origine... dans le discours de Jacques Parizeau au soir du dernier référendum. L'argent et le vote ethnique, on se rappelle.

Le plan péquiste consisterait donc à mettre de côté ces deux variables, écrit Den Tandt. Le projet de charte des valeurs a été le «signal» d'une mise à l'écart des immigrants, pense-t-il. Et l'embauche de Péladeau vise à régler le problème de «l'argent». Partant de là, les péquistes doivent espérer convaincre un peu plus de francophones blancs (le «nous» de Parizeau) à voter Oui qu'en 1995, et voilà l'indépendance. «C'est une stratégie sans scrupule, mais aussi astucieuse», dit-il.

«Voici pourquoi tous les Canadiens, et pas seulement les passionnés du débat national, doivent s'intéresser à ce qui se passe: si Pauline Marois obtient sa majorité, un référendum pourrait survenir avant même l'élection fédérale de 2015», avertit Den Tandt.

Pourquoi si tôt? Parce que les péquistes ont tout avantage à profiter de la présence des conservateurs à Ottawa, dont les appuis sont faméliques au Québec. «Pourquoi risquer d'avoir Trudeau ou Mulcair dans les pattes? Pourquoi attendre que les souverainistes aux cheveux gris aient un an de plus?» Ce référendum n'est certainement pas gagné d'avance, ajoute-t-il. Mais avec cette nouvelle coalition intégrant PKP, la menace est réelle. «Ce n'est plus le PQ de vos parents: ils opèrent avec plus de ruse et de froideur que dans le passé», conclut Michael Den Tandt.

#### Que le Québec parte

Lawrence Martin (iPolitics) croit pour sa part que Stephen Harper pourrait

profiter du nouveau contexte québécois. Il soupçonne le premier ministre de souhaiter une victoire péquiste majoritaire, qui ferait du «séparatisme un enjeu important de la prochaine campagne électorale».

Probable, dans ces conditions, que les Canadiens auraient le réflexe de se tourner vers un «dur», écrit Martin. Car les «Canadiens ne seront pas d'humeur à faire des compromis avec les péquistes».

Chroniqueur dans les journaux de Sun (Québecor), Lorne Gunter dit qu'il n'est pas fâché outre mesure de l'arrivée de PKP, même si ça implique que le PQ a de meilleures chances d'obtenir une majorité. Gunter ne veut pas que le Québec se sépare, mais il ne veut pas non plus «lever un doigt» pour convaincre les Québécois de rester, écrit-il.

Et si d'aventure le Québec choisit la voie de l'indépendance, Gunter pense que celle-ci devra se faire sans concession. Pas de souveraineté-association et autre concept: non, la pleine autonomie fiscale, politique et culturelle. Que le Québec s'assume, suggère-t-il: mais l'ampleur de la dette et la dépendance aux transferts fédéraux devraient calmer quelques ardeurs, ajoute Gunter.

Consulter les sondages devrait en calmer d'autres, écrivait Jeffrey Simpson dans le *Globe and Mail* mercredi. Car ceux-ci montrent que les Québécois ne veulent pas de la souveraineté, sont insatisfaits du gouvernement Marois et de la direction que prend le Québec actuellement. Concernant l'arrivée de PKP au PQ, Simpson écrit que c'est la preuve que le parti a des principes très élastiques, vu l'histoire de Péladeau. Et selon lui, Québec solide pourrait profiter de la situation.

Il y aurait moyen de continuer longtemps sur le thème PKP: les textes abondent. Le baron des médias fascine. Et ça ne fait que commencer.

Le Devoir

Sur Twitter: @gbcote

Les liens vers les textes originaux sont disponibles au [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com).

## IDÉES



ANDREAS SOLARO AGENCE FRANCE-PRESSE

Jour d'audience à Rome

## Le pape François fait trembler le Vatican

Un an plus tard, les derniers murets d'un style de gouvernance monarchique s'effritent

SOLANGE LEFEBVRE

Titulaire de la Chaire religion, culture et société à la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Université de Montréal

Après la surprise de la démission d'un pape et de l'élection de son successeur argentin en 2013, les médias portent une attention extraordinaire à la papauté catholique. Depuis, se déploie sous les yeux du monde une papauté chaleureuse et si populaire que François fut proclamé « personnalité de l'année » par le magazine *Time* et fit même la une du magazine *Rolling Stone* le 28 janvier dernier, qui sous-titrait : « The times they are a-changin' at the Vatican. » Les conservateurs le trouvent parfois trop libéral, voire marxiste, mais les foules et les médias l'aiment. 80% des catholiques américains l'apprécient.

Sa fameuse phrase à propos des prêtres homosexuels n'en finit plus de faire des vagues : « Qui suis-je pour juger ? » Est-ce qu'un vent de réforme soufflerait sur la vénérable et ancienne institution catholique romaine ? Sur certains aspects, indéniablement. S'il se montre proche, « populiste » comme le suggère *The Economist* par le biais de son biographe, à l'image de certains politiciens du Sud, le pape est néanmoins très ferme lorsqu'il s'agit de réformer le Saint-Siège. Il vient de créer un important secrétariat visant à centraliser toutes les affaires économiques du Saint-

Siège et les employés de la Curie et du Vatican craignent pour leur emploi, alors qu'un grand nombre de familles romaines y détiennent des privilèges acquis fort coûteux depuis des lustres. Les derniers murets d'un style de gouvernance monarchique s'effritent sous nos yeux.

La petite révolution opérée par François concerne aussi le ton avec lequel l'Église catholique parle au monde. Il secoue les évêques, prêtres et agents de pastorale. Dans l'un de ses textes concernant la sélection des évêques (27 février 2014), il a demandé que l'on choisisse d'authentiques pasteurs prêts à accompagner les personnes dans leur cheminement spirituel, et non des hommes soucieux de mesurer l'écart séparant les gens des vérités doctrinales. Ce ton pastoral tranche avec celui des 30 dernières années, traversées de combats publics sur les questions éthiques litigieuses, alors qu'un discours très moralisateur fut tenu par plusieurs évêques dans le monde. Après les années de scandales internes autour des abus sexuels, ce tournant est plus que bienvenu.

Dans le plus long texte qu'il ait publié jusqu'à maintenant, *Evangelii Gaudium* (24 novembre 2013), le pape ne mâche pas ses mots et presse les chrétiens engagés d'être plus joyeux et plus pertinents, y compris dans les homélies, devenues souvent ennuyeuses.

Une troisième révolution opérée sous le présent pontificat concerne la théologie de la libération. Le père de celle-ci, le dominicain péruvien Gustavo Gutiérrez, âgé de 85 ans, a été invité à donner une conférence auprès de la puissante Congrégation pour la doctrine de la foi, il y a

quelques jours, à l'occasion du lancement d'un livre signé par le grand patron de la congrégation, le cardinal Gerhard Müller. L'ouvrage portant sur la pauvreté réhabilite la théologie de la libération, l'estimant non pas idéologique et marxiste, mais théologique. Dès le début de son pontificat, François « débloquait » le processus du procès de canonisation de M<sup>gr</sup> Romero, martyr des pauvres, assassiné en pleine messe au Salvador en 1980. *Evangelii Gaudium* comporte quelques développements sur l'inefficacité du système économique à répondre aux défis mondiaux de la pauvreté.

Une ombre au tableau de ce bilan : dans la dernière semaine, une entrevue du pape a fait parler d'elle car il y défend l'Église comme institution ayant réagi de manière plus vigoureuse que d'autres pour répondre au vaste problème des abus sexuels. Il y rappelle qu'on trouve davantage d'abuseurs dans les voisinages et les familles. Les grands bilans de sa première année observent qu'il n'a encore rencontré aucune victime. Voilà qui nous ramène à un problème profond de cette institution, prompt à donner des leçons sur la sexualité, de même qu'à dénier ses propres contradictions.

Doit-on attendre du pape François des réformes plus fondamentales attendues d'un grand nombre ? Les paris sont lancés, plusieurs estimant qu'il ne modifiera pas la doctrine sur le mariage, le mariage des prêtres et l'intégration des femmes dans l'appareil décisionnel. Je serais tentée de parier, avec espoir, sur certains changements nécessaires. À surveiller de près : le synode sur la famille en octobre prochain.

## Monsieur le directeur



DAVID DESJARDINS

Le temps de la campagne électorale, le chroniqueur rencontre des candidats des quatre principaux partis, histoire de sonder les origines de leur engagement politique.

Les pythies prophétisent que cette élection sera celle du chant du cygne pour la Coalition avenir Québec.

Mario Asselin ne s'en émeut pas trop. Le candidat de la CAQ dans Louis-Hébert à l'habitude des projets zombies. Surtout des histoires d'écoles qu'on allait fermer, à la tête desquelles il se retrouvait. Des écoles religieuses, revenues de la mort par voie laïque. Un peu comme Lazare, avec Mario à la place de Jésus.

J'exagère. Mario Asselin ne fait pas de miracles. Il ne se vante pas non plus d'en être capable. Le dada de ce directeur d'école, c'est de bousculer l'ordre établi pour faire avancer les choses. Plus encore, il cherche à impliquer les principaux intéressés dans la résolution d'un problème.

Lorsqu'il arrive à la direction de l'Institut St-Joseph, en 2002, il munit tous les élèves d'ordinateurs et les dote d'un blogue personnel. C'est l'autre obsession du bonhomme, qui a la mi-cinquante : la technologie, l'accessibilité, la transparence.

La catastrophe arrive pourtant par là dans l'école dont il vient de prendre les rênes. Les blogues des élèves sont des florilèges de fautes, provoquant l'ire des parents et d'un conseil d'administration catastrophé. « J'ai réuni les élèves; ils adoraient l'idée du blogue, mais comprenaient bien le problème qu'il posait. La solution est venue d'eux. » Les textes seraient donc rangés en deux catégories, ceux en construction et les finaux. Ils ne seraient évidemment jugés que sur ces derniers. « Je n'en ai plus jamais entendu parler. » Sauf en bien.

Mario Asselin s'exprime avec abondance et vigueur, son vocabulaire contenant très peu d'into. On en vient à se demander ce qu'il fait là. Il raconte que, de l'école, il est passé à la consultation. Là, en consultant plusieurs écoles à la fois, des agences gouvernementales et des ministères, il a pu mesurer l'effet direct de ses connaissances et de son expérience sur la société.

Le prochain pas, c'était d'influer directement sur la législation, les programmes.

C'est François Legault qui l'a approché. Depuis la dernière élection en 2012, il pilote en coulisses les dossiers qui touchent à la culture et à l'éducation. Les positions de la CAQ en la matière sont nourries par ses recherches, ses réflexions.

Des positions qui ne sont pas toujours les miennes, mais j'aime bien le bonhomme. Capable de discuter, de prendre du recul, d'écouter. En éducation, je suis plus Schtroumpf Grognon, lui est du genre progressiste et enthousiaste. C'est peut-être son problème. Je veux dire que je ne comprends pas ce qu'il fait aux côtés de faiseux et de chantres d'une droite néolibérale qui ne cesse de prendre en otage le gros bon sens. Comme Gérard Deltell, ou Éric Caire. Mais Asselin est un iconoclaste qui aime visiblement ceux qui ont le courage de foutre le bordel et ne se formalise pas une seconde de partager les feux de la rampe avec des politiciens aux convictions qui parfois diffèrent, sans parler de la manière. « C'est une coalition », rappelle-t-il, tout à fait à l'aise.

Voter pour la CAQ, c'est beaucoup un vote d'efficacité, au détriment du rêve. C'est voter pour des phares comme Asselin, en même temps que pour des éteignoirs néoconservateurs. Mais bon, c'est pas non plus comme si ce parti était le seul qui tire dans tous les sens.

## Carnet de campagne

Pendant que je parlais à Mario Asselin, Pauline Marois paraissait avec PKP. Ils ont monté sur la tribune et ont consciencieusement rangé la souveraineté dans une petite boîte. Parce qu'il y a d'autres enjeux, a-t-on expliqué.

Pas pour les signataires de l'appui sans réserve à PKP. Pour eux, tout est soluble dans la souveraineté. Y compris l'indépendance de la presse. C'est peut-être générationnel. Le cri de gens trop souvent déçus. J'étais trop jeune pour le référendum de 1980. J'étais pas là pour manger des coups de matraque sur les Plaines et mon père n'a pas travaillé dans une shop, méprisé par des patrons anglais. Mais j'ai vu quantité de confrères piétinés par ce patron québécois, égaré aussi inattendue qu'inespérée de l'indépendance.

Ce n'est pas l'idée d'une coalition gauchroite en faveur de la souveraineté qui me fait tiquer. C'est que, dans la hiérarchie des valeurs, celle-là puisse piétiner toutes les autres avec un tel enthousiasme, sans aucune arrière-pensée. Ça me fait penser à *La chasse-galerie*. Des bûcherons, trop impatients de revoir leurs blondes, font un deal avec le diable. Sont sûrs de pouvoir respecter les conditions énumérées par Satan. Mais au retour, le bordel poigne dans le canot volant; il y en a un qui a perdu les pédales, et les gars tombent tous en bas.

## Le libre-échange Canada-Corée, une nécessité

JOSEPH CHUNG  
PIERRE FORTIN

Respectivement professeur associé et professeur émérite de sciences économiques à l'UQAM

Après dix ans d'efforts, l'Accord de libre-échange Canada-Corée vient enfin d'être conclu. Ce premier accord commercial du Canada avec un pays asiatique est un développement majeur.

Plusieurs pays ont déjà signé des accords de libre-échange avec la Corée du Sud, dont notamment les États-Unis et l'Union européenne. Il était urgent que le Canada fasse de même, afin que nos exportateurs bénéficient sur le territoire coréen des mêmes avantages que les exportateurs américains et européens. L'accord Canada-Corée pourrait aussi donner un coup de pouce aux négociations en cours avec d'autres pays asiatiques, dont au premier chef le Japon.

Pourquoi les négociations commerciales avec l'Asie sont-elles si importantes ? Parce que l'Asie est en train de devenir le centre économique du monde. De 1980 à 2013, le poids de l'Asie dans l'économie mondiale est passé de 20% à 37%. Pendant ce temps, le poids combiné de l'Amérique du Nord et de l'Union européenne a glissé de 58% à 40%. Il est normal que le Canada veuille accéder plus librement aux marchés asiatiques, et tout particulièrement aux trois grands marchés de l'Asie de l'Est (Corée du Sud, Japon et Chine). Avec la Corée, il ne reste qu'à ratifier l'accord qui vient d'être conclu. Avec le Japon, des négociations en vue d'un accord de partenariat économique ont été lancées en 2012. Avec la Chine, un premier accord, qui porte sur la promotion et la protection des investissements étrangers, a été signé en 2012. Le reste est encore à venir.

Le nouvel intérêt que le Canada porte à l'Asie de l'Est ne veut pas dire qu'il va négliger ses relations commerciales avec l'Europe et les États-



SEAN KILPATRICK PRESSE CANADIENNE

Stephen Harper avec la présidente sud-coréenne, Park Geun-hye, à Séoul

Unis. L'Accord économique et commercial global conclu avec l'Union européenne en octobre dernier doit bientôt être signé et ratifié. Du côté des États-Unis, l'Accord de libre-échange nord-américain (qui inclut le Mexique) est toujours là. On sent cependant une certaine déception du côté canadien. L'appréciation du dollar canadien, la concurrence asiatique accrue au sud et la récession de 2008-2009 et ses séquelles ont freiné les exportations canadiennes vers les États-Unis. En matière d'échange de services et de mobilité des ressources humaines, le progrès est lent. Les mesures de sécurité prises aux États-Unis après la tragédie du 11 septembre 2001 ont fait augmenter le coût d'exporter aux États-Unis.

Ottawa voudrait bien régler ces dossiers avec Washington, mais le gouvernement Obama est manifestement plus intéressé par le développement de ses relations commerciales avec les pays du Pacifique que par leur amélioration avec le Canada. Il semble accorder la priorité à la négociation d'un accord de partenariat transpacifique avec les nations du bassin du Pacifique. Rien de surprenant : les Américains comprennent aussi bien que nous que l'avenir écono-

mique de la planète se joue en Asie.

Pourquoi le Canada a-t-il choisi la Corée pour négocier son premier accord commercial en Asie de l'Est ? La Corée du Sud est la 12<sup>e</sup> puissance économique mondiale. Elle devance même le Canada, qui est au 13<sup>e</sup> rang. Son économie a cinq fois la taille de celle du Québec. En Asie, elle arrive au 4<sup>e</sup> rang, derrière la Chine, l'Inde et le Japon. Au cours des 20 dernières années, sa croissance économique a été plus rapide que celle de n'importe quel autre grand pays avancé. Son niveau de vie a doublé. De tous les pays d'Asie, la Corée est le plus ouvert au commerce international. Ses industries sont les plus intégrées aux chaînes de production en Chine, ce qui en fait un corridor de choix pour quiconque veut commercer avec le géant asiatique. En même temps, l'économie canadienne et l'économie coréenne sont très complémentaires. L'avantage canadien est dans les ressources naturelles et la haute technologie, alors que l'avantage coréen est dans le manufacturier et les technologies intermédiaires.

Une étude coréenne récente sur les effets de l'Accord de libre-échange Canada-Corée donne à croire qu'il pourrait entraîner une hausse de 70% à 100% des échanges entre les deux pays à court terme. Appliqués tels quels au Québec, ces chiffres voudraient dire que nos exportations annuelles vers la Corée augmenteraient de 300 à 400 millions de dollars. Nul doute que nos avions, nos appareils de simulation et nos produits agroalimentaires — notamment la viande de porc — seront immédiatement favorisés. À long terme, les effets seront encore plus importants si nos écoles de gestion et nos entreprises forment les nouvelles générations à la culture coréenne, établissent des réseaux avec les Coréens et cherchent activement à s'intégrer aux chaînes de production coréennes.

Évidemment, pour la culture, c'est bien parti : nous sommes déjà plusieurs à conduire des Hyundai, à téléphoner « intelligent » avec des Samsung et à regarder la télé sur nos écrans LG.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

**RÉDACTION** Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); **information générale** : Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabienne Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Karl Rettino-Parazzelli (reporters); **information politique** : Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Robert Dutrisac et Jessica Nadeau (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgaill-Côté (reporter); **information culturelle** : Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Ballargoon (médias), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); **information économique** : Gérard Bérubé (chef de division), Marco Bélair-Cirino, François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); **information internationale** : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); **section art de vivre**: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Émilie Polie-Boivin et Louis Gagné (pupitre); **équipe internet**: Laurence Clavel, Marie-Pier Fauriol, Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre), Sophie Chartier et Geneviève Tremblay (assistantes); **correction** : Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; **soutien à la rédaction**: Amélie Gaudreau (secrétaire), Florence Ferraris (commis); **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhéer (Ottawa), Dave Noël (Québec); **PUBLICITÉ** Elyse Ben M'rad, Claire Breton (superviseuse), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, Catherine Pelletier et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais, (coordonnatrice), Elise Girard (secrétaire); **PRODUCTION** Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Caroline Guimond, Yannick Morin et Nathalie Zemaits; **INFORMATIQUE** Yanick Marlet (administrateur web), Imane Boullhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxim-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Danielle Cantara, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez; **ADMINISTRATION** Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjo-

# PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

## Les sophistes et la démocratie

### Il y a 2500 ans sont apparus à Athènes les premiers faiseurs d'image de l'histoire

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie, d'histoire et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

PATRICK DANEAU, PH.D.  
Professeur de philosophie  
au cégep Garneau de Québec

«**M**aitres chez nous!» «Yes we can!» «On se donne Le-gault!» C'est reparti. La saison des élections est arrivée et, avec elle, les formules et boniments publicitaires. Sur les poteaux des quartiers de nos villes, le long des autoroutes ou plantés dans les champs de nos campagnes, les écriteaux affichent fièrement la bouille des candidats et le slogan de la formation qu'ils représentent. Rien de nouveau, direz-vous. Et vous aurez raison!

Car la politique des formules et des slogans est plus ancienne qu'il n'y paraît. Plus ancienne que la Révolution française, que l'invention de l'imprimerie et que la bous-

**Nous assisterons dans quelques jours au débat des chefs. Il y a fort à parier que les maîtres des principales formations auront été formés par nos sophistes modernes.**

sole. Plus ancienne même que Jules César! Mais quand est-elle apparue?

C'est à Athènes, au V<sup>e</sup> siècle avant J.-C., que des individus au statut ambigu et à la réputation contestée ont pour la première fois conçu que l'image pouvait se marchander, la politique se vendre et la parole publique se monnayer. Ces individus furent appelés sophistes, et nos faiseurs d'image et spécialistes de la communication politique d'aujourd'hui sont leurs lointains descendants.

**Un lieu de prédilection**

«*On a peine à imaginer à quel point cette cité a pu être riche et puissante*», m'a un jour affirmé un archéologue, alors que je visitais l'agora d'Athènes avec mes élèves. Au V<sup>e</sup> siècle avant J.-C., la jeune démocratie, après avoir vaincu l'Empire perse et s'être assuré l'hégémonie sur la mer Egée et sur une bonne partie de la Méditerranée, est une cité richissime et puissante.

Elle a fondé un empire militaire et commercial qui s'étend de l'Italie du Sud jusqu'à la Turquie. Et, contrairement à d'autres cités, elle est ouverte sur le monde et n'a aucun scrupule à y accueillir les étrangers.

Parmi ceux-ci, des commerçants d'un nouveau genre font leur apparition: ils ne vendent ni le vin, ni le blé, ni l'or. Ils vendent leur savoir et gagnent de l'argent, beaucoup d'argent.

Pourquoi s'enrichissent-ils? Parce que les sophistes répondent à un besoin, à une demande, dirait-on aujourd'hui avec notre vocabulaire économique. Cette demande, c'est celle de la rhétorique, l'art de convaincre. Et tout naturellement, la jeune démocratie athénienne devient leur lieu de prédilection.

Il faut comprendre qu'à cette époque, la société athénienne, riche et toute-puissante, a donné naissance à une classe de citoyens instruits et aisés pour qui la carrière politique s'avère le meilleur moyen d'acquiescer une grande renommée.

Or, en démocratie, il n'y a qu'une façon d'accéder au pouvoir: par la persuasion. Et pour persuader, il faut utiliser habilement la parole. Il faut donc apprendre l'art de parler

devant les assemblées. Cet art, ce sont les sophistes qui l'enseignent. C'est pourquoi les portes de la cité leur sont toutes grandes ouvertes.

L'helléniste française Jacqueline de Romilly: «*Pour les Athéniens du V<sup>e</sup> siècle avant J.-C., être habile à parler ou savoir bien parler était un mérite essentiel à acquérir: l'individu, en ce temps-là, pouvait se faire entendre directement et toutes les grandes décisions résultaient de débats publics; la parole était un moyen d'action privilégié. Rien d'étonnant donc à ce que cet art d'être orateur, cette rhétorique, ait été parmi les premiers buts revendiqués par l'enseignement des sophistes.*»

On l'aura compris, les sophistes sont des spécialistes de la communication publique. Leurs compétences se déclinent de multiples façons. Certains agissent à titre d'ambassadeur pour le compte des cités grecques: ils négocient des contrats ou bien participent à la rédaction des constitutions, des accords commerciaux ou des traités de paix.

D'autres sont des logographes: ils rédigent des plaidoiries pour les citoyens entraînés devant les tribunaux. Ils sont à cet égard l'équivalent de nos avocats modernes. Enfin, nombre d'entre eux enseignent la rhétorique et, contre rémunération, forment de futurs politiciens.

Et l'activité est lucrative! Les plus doués s'enrichissent et acquièrent une fortune plus qu'honorable. Citons le sophiste Hippias, dans le dialogue platonicien du même nom: «*Si tu voyais seulement l'argent que j'ai amassé, moi, tu serais étonné. [...] Revenant dans ma patrie en portant cet argent, je le donnai à mon père pour que celui-ci et tous les autres de la cité soient étonnés et frappés de stupeur. Je ne suis pas loin de penser que j'ai gagné plus d'argent que toute autre paire de sophistes.*»

**Deux visions de l'éducation**

Nul n'a mieux décrit l'activité des sophistes que Platon. Et aucun n'a critiqué et détesté les sophistes autant que Platon. Pas moins de sept dialogues platoniciens traitent directement de l'influence, à ses yeux néfaste, des sophistes.

Mais que leur reproche-t-il? Essentiellement de corrompre la politique en faisant croire aux jeunes ambitieux qu'il est possible d'acquiescer la sagesse politique en peu de temps. Également de détourner les jeunes Athéniens de l'éducation traditionnelle par laquelle un individu de bonne famille est confié à un sage.

Mais voilà, cette éducation des sages, des philosophes, est longue. À titre d'exemples, Platon a fréquenté Socrate pendant plus de huit ans et Aristote, élève de Platon, a suivi son maître pendant vingt ans.

En quoi consiste cette longue et pénible éducation que Socrate compare aux douleurs de l'accouchement? Elle vise à forger l'âme du jeune homme par la fréquentation des poètes et des citoyens honorables de la cité. Accompagné de son maître sage et érudit, il s'initie à la vie intellectuelle et toute son éducation est tournée vers la recherche du beau, du bien et du vrai.

Rien de tout cela avec les sophistes: en quelques semaines, voilà qu'un jeune politicien est formé, prêt à affronter l'assemblée du peuple et à défendre tout et son contraire. Le sophis-



RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR

Patrick Daneau: «[Les sophistes sont accusés] de détourner les jeunes Athéniens de l'éducation traditionnelle par laquelle un individu de bonne famille est confié à un sage. Mais voilà, cette éducation des sages, des philosophes, est longue. À titre d'exemples, Platon a fréquenté Socrate pendant plus de huit ans et Aristote, élève de Platon, a suivi son maître pendant vingt ans. Rien de cela chez les sophistes: en quelques semaines, un jeune politicien est formé, prêt à affronter l'assemblée du peuple et à défendre tout et son contraire.»

te Hippias avise ses jeunes élèves «*qu'aucun être humain n'aura le pouvoir de réfuter*».

Ce lucratif commerce de la connaissance heurte de front l'éducation traditionnelle offerte à la jeunesse fortunée de la cité qui, jusqu'alors, était instruite par les sages.

La fréquentation des sophistes n'a qu'un but: permettre à leurs auditeurs d'affronter toutes les questions et par conséquent de faire une brillante carrière politique, laquelle procure les honneurs, le pouvoir, la renommée et la fortune.

Ainsi, tout l'art des sophistes consiste à former des individus capables de persuader, de convaincre, d'user adroitement de la parole et de capter l'attention des foules.

Récapitulons: dans la cité démocratique d'Athènes, au V<sup>e</sup> siècle avant J.-C., deux vi-

sions de l'éducation et de la politique s'affrontent: d'un côté, l'éducation traditionnelle assurée par les sages, tournée vers la recherche de la vérité. De l'autre, celle des sophistes, brève et onéreuse, dont le seul but est l'obtention des honneurs et du succès politique.

**Un legs ambigu**

On l'a vu, les sophistes ne font pas l'unanimité. Aristote remarquait que tous les régimes peuvent se corrompre: la monarchie peut se transformer en tyrannie (le pouvoir d'un seul individu autocratique) et l'aristocratie peut se métamorphoser en oligarchie (le contrôle de l'État par un petit nombre mal intentionné).

Quelle est la forme corrompue de la démocratie, selon Aristote? La démagogie, c'est-à-dire le pouvoir des grands

parleurs, des rhéteurs et des sophistes, lesquels flattent le peuple et orientent, grâce à l'usage de la rhétorique, la politique.

Beaucoup plus tard, en 1790, le philosophe et parlementaire britannique Edmund Burke (1729-1797) s'inquiétait de la disparition des idéaux de l'Ancien Régime et anticipait avec inquiétude la nouvelle démocratie naissante.

Dans ses brillantes *Réflexions sur la révolution de France*, il remarquait que «*le temps des chevaliers est révolu. Celui des sophistes, des économistes et des calculateurs lui a succédé*». N'y a-t-il pas une leçon à en tirer? Il semble qu'à partir du moment où naît une démocratie, les spécialistes de la communication publique et les faiseurs d'image font leur apparition.

L'activité des sophistes serait-elle intimement liée à cette forme politique unique qu'est la démocratie? Cette dernière peut-elle se passer d'eux?

Sans doute a-t-on exagéré les vertus de l'éducation des sages. Sans doute a-t-on amplifié la bassesse des sophistes. Néanmoins, je persiste à croire que la vie politique de nos démocraties est prise en otage par les faiseurs d'image et leurs slogans laconiques. La rhétorique et les énoncés vides m'irritent.

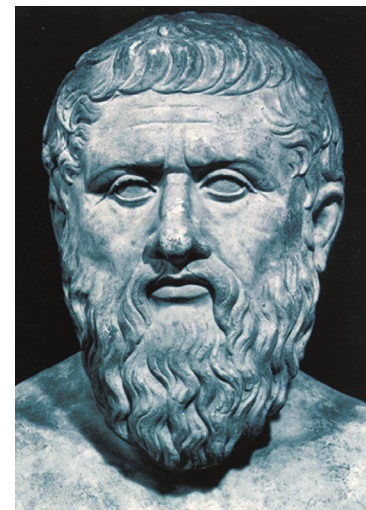
J'ai peine à prendre au sérieux un politicien, par ailleurs instruit et intelligent, lorsqu'il affirme «*s'occuper des vraies affaires*». Ne pouvait-on trouver mieux? N'aurait-il pas gagné à s'entou-

«*[Le sophiste] est un cordonnier qui sait vendre de gros souliers à de petits pieds*»

Le philosophe  
Michel de Montaigne



INTERNATIONAL PORTRAIT GALLERY  
Michel de Montaigne



ARCHIVES LE DEVOIR

Nul n'a mieux décrit l'activité des sophistes que Platon, qui leur reprochait de faire croire aux jeunes ambitieux qu'on peut acquiescer la sagesse politique en peu de temps.

rer de sages au lieu des sophistes habituels? A mes yeux, tout cela sonne faux.

Le philosophe Michel de Montaigne utilisait une jolie formule pour peindre les sophistes: «*C'est un cordonnier qui sait vendre de gros souliers à de petits pieds*». Et Montaigne de poursuivre: «*On lui eût fait donner le fouet à Sparte, de faire un art pipeux et mensonger*.»

**La campagne électorale**

Dans quelques jours, bien enfoncés dans nos fauteuils, nous assisterons au traditionnel débat des chefs, moment fort de toute campagne électorale en régime démocratique. Il y a fort à parier que les maîtres des principales formations auront été formés par nos sophistes modernes.

Nous aurons droit, à n'en pas douter, à des attaques calculées, à des slogans répétés et à des formules lapidaires. Je fais le vœu bien naïf que nos politiciens fassent fi des conseils de ces sophistes et qu'avant de se présenter devant nous, dans le silence de la réflexion, ils écoutent leur voix intérieure et parlent avec sincérité dans les mots qui sont les leurs. Mais je crains d'être déçu.

Des commentaires? Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com. Pour lire ou relire les anciens textes de *Le Devoir de philo* ou du *Devoir d'histoire*: ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo.

«*Pour les Athéniens du V<sup>e</sup> siècle avant J.-C., être habile à parler ou savoir bien parler était un mérite essentiel à acquiescer: en ce temps-là, toutes les grandes décisions résultaient de débats publics; la parole était un moyen d'action privilégié.*»

L'helléniste française Jacqueline de Romilly